

Travaux du Conseil de Gouvernement du jeudi 28 juin 2012

Le Conseil de gouvernement adopte un projet de loi complétant la loi relative aux centres hospitaliers

Le Conseil de gouvernement a approuvé, jeudi, un projet de loi complétant la loi relative aux centres hospitaliers, dans le cadre des efforts visant le rapprochement des services de santé des citoyens et l'amélioration des conditions d'accès aux soins.

Le projet, présenté par le ministre de la Santé, porte sur la création d'un centre hospitalier universitaire dans la région de l'Oriental, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, dans un point de presse au terme de cette réunion.

Cette mesure est de nature à renforcer le réseau hospitalier dans l'Oriental et les régions avoisinantes et à alléger pour les populations le fardeau et les risques des déplacements vers d'autres CHU, qui en seront aussi soulagés par l'entrée en service de la nouvelle structure, a expliqué le ministre.

Aussi, a-t-il poursuivi, les enseignants-chercheurs de la Faculté de médecine et de pharmacie d'Oujda disposeront-ils d'un cadre approprié pour les travaux d'encadrement et de recherche et les étudiants d'un espace pour une formation pratique adéquate.

Adoption de deux projets de décret relatifs au Code du commerce et aux importations de lait pasteurisé

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi à Rabat, deux projets de décret relatifs à certaines dispositions du Code du commerce et à l'organisation des importations du lait pasteurisé.

Le premier projet de décret, présenté par le ministre de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies, porte application du quatrième chapitre du livre 1 de la loi portant Code du commerce et relatif aux délais de recouvrement, a indiqué le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil.

Le texte vise à préserver le tissu économique marocain et les équilibres financiers des entreprises nationales, particulièrement les PME, et à en consolider la compétitivité. C'est ainsi que lesdites entreprises pourront désormais réclamer des indemnisations pour les retards de paiement, l'objectif étant de réduire les délais de règlement et les agios bancaires pour les fournisseurs.

La valeur des indemnisations ne doit pas être inférieure au taux directeur de la Bank Al Maghrib, à laquelle s'ajoute une marge qui sera fixée par décision commune entre le ministre de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies et son homologue à l'Economie et aux Finances, sachant que la loi 32-10 complétant la loi 15-95 portant Code du commerce fixe à 60 jours le délai de règlement de la valeur des transactions, sauf si les parties ne se mettent par d'accord sur un délai de paiement, qui ne doit pas dépasser 90 jours à compter de la date de livraison de la marchandise ou de l'exécution du service demandé.

Par ailleurs, le Conseil a approuvé un projet de décret portant suspension des taxes et des impôts à l'importation appliqués sur le lait pasteurisé à hauteur de 20.000 tonnes, durant la période allant du 15 juillet au 15 août 2012.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour assurer un approvisionnement suffisant des marchés en ce produit de grande consommation durant le mois sacré du Ramadan.

Le Conseil de gouvernement adopte deux accords internationaux

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, deux accords internationaux portant sur une convention arabe et la coopération économique avec la Bulgarie.

Il s'agit du projet de loi 76-12 portant approbation de la convention arabe pour la lutte contre la criminalité transnationale organisée, signée au Caire le 21 décembre 2010, à laquelle le Maroc a adhéré de par sa conviction de la nécessité de renforcer la coopération internationale dans ce domaine et sa prise de conscience que ce fléau constitue une menace pour la stabilité et la croissance économique, a souligné le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, au cours d'un point de presse à l'issue du

Conseil.

En vertu de cette convention, présentée par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, les Etats signataires s'engagent à fournir l'assistance juridique en matière d'enquêtes, de recherches et de poursuites, ainsi qu'un appui judiciaire en matière de contrôle, de saisie et de livraison du matériel utilisé dans le crime organisé.

Cette convention définit également les conditions nécessaires à l'extradition des personnes suspectées ou condamnées de crimes mentionnés dans ladite convention, au même titre que les cas où un Etat peut rejeter la demande d'extradition.

Le Conseil a, en outre, adopté le projet de loi 77-12 portant approbation de l'accord-cadre dans le domaine économique, fait à Rabat le 28 décembre 2010 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Bulgarie.

Cet accord s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre les deux pays en dynamisant la coopération commerciale, économique, technique et technologique, ce qui pourrait avoir un effet positif sur leur développement respectif. A cette fin, les deux parties ont convenu promouvoir leurs échanges dans plusieurs des domaines, comme l'industrie, l'agriculture, l'énergie, le transport, les services logistiques et la protection de l'environnement.

Une commission gouvernementale devra être mise sur pied afin d'évaluer les progrès réalisés et préciser les perspectives de coopération.

Le Maroc continuera à œuvrer sur le plan diplomatique pour confirmer le sérieux et la crédibilité de sa proposition sur le Sahara

Le Maroc continuera à œuvrer sur le plan diplomatique pour confirmer le caractère sérieux et crédible de sa proposition sur la question du Sahara, a indiqué, jeudi à Rabat, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

"Le Maroc continue d'œuvrer sur le plan diplomatique pour confirmer le sérieux et la crédibilité de sa proposition sur la question du Sahara marocain, en attendant la position officielle de l'ONU sur la poursuite du processus des négociations", a-t-il dit lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement.

M. El Khalfi a souligné que le Maroc "œuvre toujours sur le plan diplomatique dans le cadre de sa politique de concertation et de dialogue avec tous les alliés et les parties internationales concernées par la résolution de ce conflit", ajoutant que le Royaume attend toujours une position officielle des Nations Unies sur la poursuite des négociations.

Il a précisé, à cet égard, que le Maroc insiste sur deux points essentiels: "la nécessité de trouver une solution politique consensuelle à la question du Sahara dans le cadre de l'ONU" et la nécessité pour l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU "de faire preuve de neutralité et d'impartialité".

Baccalauréat : M. El Khalfi se réjouit de l'efficacité des mesures de lutte contre la triche

La session normale du Baccalauréat, au titre de l'année scolaire 2011-2012, a mis en évidence l'efficacité des mesures mises en place pour lutter contre le fléau de la triche, s'est réjoui, jeudi, le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustafa El Khalfi.

S'exprimant lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement, M. El Khalfi a souligné qu'il s'agit "d'un pas important" pour la prévention de cette pratique, saluant les efforts consentis par le ministère de l'Education nationale, en concertation avec les autorités locales et les services de sécurité, pour que cet examen puisse se dérouler "dans des conditions appropriées".

Il a, d'autre part, souligné le recours bénéfique à la technologie pour permettre aux candidats de recevoir leurs relevés de notes par voie de messagerie électronique, précisant que la délivrance des diplômes a été entamée dès ce jeudi, en vue de permettre aux nouveaux bacheliers de déposer leurs candidatures pour les différents établissements de l'enseignement supérieurs, au Maroc comme à l'étranger.

Le dispositif informatique mis en place a facilité l'opération de communication avec les élèves et les académies régionales, a-t-il dit, faisant état de la résolution, en l'espace de "quelques erreurs" de l'erreur ayant conduit à la confusion entre les notes des examens régional et national.